

Entretien avec Bernard Saincy et
Fabrice Flipo

CGT et Amis de la Terre : quels compromis possibles ?

Syndicats et ONG environnementalistes s'opposent souvent sur la croissance et l'emploi. Au-delà des différences, quelles politiques publiques pourraient être soutenues par ces deux pôles du mouvement social ? Éléments de réponse avec la CGT et les Amis de la Terre.

Cosmopolitiques : Où en est la CGT dans son rapport à la question environnementale ?

Bernard Saincy : Le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises font partie de la formation que suivent tous les délégués syndicaux CGT. Il y a quelques années, lorsqu'on leur parlait du réchauffement climatique, une minorité pouvait encore dire que ça n'existait pas. Aujourd'hui, la seule question qui revient c'est « que faire concrètement dans mon entreprise ? »

À la CGT, nous avons commencé à parler de développement durable à partir du Sommet de Rio en 1992. Auparavant, ce qu'on appelait « environnement » était en fait l'hygiène et la sécurité sur le lieu de travail. Nous avons maintenant une réflexion sur le modèle productif, sur le productivisme. Ce sont les fédérations syndicales de l'énergie et de l'eau qui ont commencé les premières à parler du développement durable, car elles sont, professionnellement, les plus concernées par les sécheresses à répétition et la pénurie de pétrole qui s'annonce. Des

catastrophes comme Metaleurop et AZF ont été un autre élément déclencheur. Cela se traduit aussi dans nos résolutions de Congrès. Le développement durable est apparu formellement en 1999, et a été réaffirmé en 2003 avec la création du collectif développement durable qui se réunit tous les deux mois et rassemble des membres de la confédération et des fédérations. En 2006, une nouvelle étape a été franchie en faisant du développement durable une véritable orientation de la CGT sous l'expression « donner un nouveau contenu à la croissance ».

Cosmopolitiques : De leur côté, les Amis de la Terre ont-ils une réflexion sur l'emploi ?

Fabrice Flipo : L'emploi figure en toutes lettres dans la charte fondatrice des Amis de la Terre France de 1976. Dès 1983, nous avons organisé des réunions sur le chômage en mettant en avant que l'environnement, au travers des énergies renouvelables, pouvait être créateur d'emploi, qu'une économie relocalisée peut créer des emplois de proximité, dans les services, dans l'artisanat... Cette prise en compte précoce des enjeux autour de l'emploi est plutôt une originalité parmi les ONG écologistes françaises.

Cosmopolitiques : Dans le cas par exemple de la fermeture d'une usine polluante, il faut arbitrer entre emploi et environnement. Peut-on retrouver la CGT et les Amis de la Terre dans le même camp ?

Fabrice Flipo : C'est vrai qu'il peut nous arriver de dire aux salariés d'un site de production « oui, vous perdrez votre emploi » au nom de la défense de l'environnement. C'est justifié à nos yeux par une vision de long terme, et dans ce cas j'admets que nous devrions nous mobiliser davantage sur le reclassement des salariés. Cela se fait très peu en France parmi les ONG environnementalistes. Mais cela existe aux États-Unis où, par exemple, la coalition Just Transition¹ réunit syndicats et ONG écologistes pour penser ensemble la transition vers une société écologiquement viable.

Bernard Saincy : Dans le cas des entreprises dont l'activité est polluante et dangereuse, nous ne nous battons pas pour maintenir l'emploi à tout prix. Nous savons qu'elles n'ont pas d'autre avenir, à plus ou moins long terme, que de fermer. Nous essayons donc de négocier les meilleures mesures de transition possible. Sur l'amiante par exemple, la CGT a tout de suite dit qu'il

¹ Voir www.jtalliance.org.

fallait supprimer son usage malgré les dizaines de milliers d'emplois qui étaient en jeu.

Mais ce n'est pas le cas le plus courant. Souvent ce sont des activités qui ont un avenir et pour lesquelles l'enjeu n'est pas d'arrêter mais de réduire l'impact environnemental et les risques pour la santé des salariés. Dans ce cas, prendre en compte l'environnement veut dire plus d'investissements, ce qui est plutôt créateur d'emplois. Faire des voitures moins polluantes, c'est créateur d'emplois. C'est aussi pour cela que la Fédération CGT de la chimie a soutenu le projet Reach sur lequel nous avons travaillé avec Greenpeace notamment.

Fabrice Flipo: Je confirme que la CGT a eu une position intéressante sur Reach. Mais concernant les voitures, nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement de produire des voitures moins polluantes mais bien d'en réduire le nombre en valeur absolue. La crise actuelle est telle que l'on ne peut se contenter d'objectifs relatifs. À moins que la CGT arrive à démontrer le contraire !

Cosmopolitiques: Quelles sont les politiques publiques en matière environnementale qui seraient soutenues à la fois par la CGT et les Amis de la Terre ?

Fabrice Flipo: À partir du moment où il y a un dividende écologique, nous sommes ouverts à toutes les politiques, même sous un angle « augmentation du pouvoir d'achat ». Nous ne sommes pas défavorables par exemple à une aide publique au remplacement des voitures les plus polluantes en fonction des revenus des personnes. De même, une grande politique d'isolation des bâtiments aurait un impact environnemental positif et serait très créatrice d'emplois de proximité. Le problème, sur ces enjeux-là, est que nous sommes relativement seuls et très exposés.

Bernard Saincy: La CGT demande la construction de 100 000 logements sociaux qui respecteraient les règles de la Haute qualité environnementale. Il s'agirait de logements plus économes à l'usage pour les locataires. Cela peut être fait rapidement via des financements de la Caisse des dépôts notamment. Je pense que nous pouvons également nous retrouver sur une politique de quotas d'émission de CO2 non négociables entre entreprises. Nous défendons le Protocole de Kyoto car c'est le minimum, mais nous avons donné aux entreprises les plus polluantes le plus de droits à polluer qui vont valoir beaucoup d'argent

demain ! C'est une prime aux pollueurs qui désavantage par exemple EDF qui émet peu de CO₂.

Fabrice Flipo : C'était également notre position au moment des négociations de Kyoto, mais aujourd'hui il faut bien gérer l'existant.

Cosmopolitiques : Quelles formes d'institutionnalisation du dialogue ONG-syndicats faudrait-il encourager ?

Bernard Saincy : Face à la puissance démesurée des multinationales, il faut un grand dialogue entre ONG et syndicats pour agir de l'intérieur et de l'extérieur. La formalisation du dialogue pourrait se faire au niveau européen via les comités d'entreprise européens (CEE) ou les branches professionnelles européennes afin de peser sur les multinationales. Le CEE d'EDF, par exemple, prévoit de recueillir l'avis d'ONG sur les questions environnementales.

La CGT n'a pas toujours soutenu cette position, mais aujourd'hui c'est vraiment le cas. Cela fonctionne déjà, comme on a pu le constater lors du travail autour de Reach. Alors qu'il aurait pu y avoir opposition, comme en Allemagne, entre les syndicats de la branche et les écologistes au nom de l'emploi, nous avons au contraire travaillé de concert avec les ONG. Plus récemment, la CGT s'est également retrouvée sur les mêmes positions que Greenpeace sur le désamiantage du Clemenceau.

Avec la CFDT et d'autres ONG écologistes, dont les Amis de la Terre, nous nous retrouvons régulièrement au sein du Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour échanger nos points de vue et peser ensemble sur les entreprises. Les ONG et les syndicats doivent pouvoir se retrouver sur la revendication d'un observatoire national multipartenarial de la RSE qui aurait pour mission de contrôler les rapports développement durable des entreprises. Aujourd'hui, rien n'est prévu pour contrôler ces rapports. Ce qui demande aux syndicats et aux ONG de réels efforts, qui ont aussi un coût !

Fabrice Flipo : Le modèle de l'organisation du dialogue entre producteurs, consommateurs et écologistes, c'est la Confédération paysanne. C'est un syndicat d'agriculteurs qui prend totalement en compte les problématiques portées par les écologistes. Les associations ne sont pas fermées par principe aux enjeux syndicaux, elles y vont peu parce qu'elles ont peu de moyens et qu'elles les concentrent sur leurs objectifs prioritaires. En revanche, les syndicats pourraient facilement faire

preuve de plus d'ouverture. Nous sommes souvent confrontés à un problème de « pré carré » : le social est la chasse gardée des représentants syndicaux, comme on a pu le voir dans le cas de la recherche.

Cosmopolitiques : En 2005, le débat sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers (Tipp) flottante a fait apparaître au grand jour les tensions entre logique sociale et logique environnementale. Quelle est votre position sur cette question ?

Bernard Saincy : La Tipp sert à remplir les caisses de l'État. Il est impossible pour nous de la défendre. Les salariés au pouvoir d'achat modeste sont obligés de louer ou d'acheter des logements éloignés des centres-ville. En région Île-de-France, notre base demande un versement transport qui remplacerait la prise en charge partielle de la Carte orange par l'employeur. Car pour les salariés, c'est un peu la double peine : l'essence grève leur budget et ils n'ont aucune aide de la part de leur entreprise.

Fabrice Flipo : Je comprends cette position à court terme. Les réponses sont forcément de long terme dans un urbanisme repensé qui n'oblige pas à prendre sa voiture pour aller travailler, dans des circuits courts et des commerces de proximité qui permettent de ne pas avoir à aller faire ses courses à l'hypermarché en voiture... La question générale est comment diminuer la consommation moyenne sans diminuer celle de ceux qui consomment le moins ? Sachant que baisse de la consommation ne veut pas forcément dire moindre confort. Baisser la Tipp, dans le système actuel, serait un encouragement à habiter encore plus loin. Ce n'est pas de cette manière qu'il faut aider les petits salaires, mais en les aidant à se passer de leur voiture.

Bernard Saincy : En matière alimentaire, je vois bien comment on pourrait rendre les marchés de production plus proches des marchés de consommation. Mais relocaliser les grandes entreprises, je n'y crois pas trop. Vaut-il demander à Renault de relocaliser la production de la Logan en France ?

Fabrice Flipo : Avec l'augmentation des coûts de transport, la proximité redeviendra rentable, y compris pour Renault.

Cosmopolitiques : Au-delà de leurs oppositions sur la question de l'emploi, syndicats et écologistes n'ont-ils pas deux visions différentes de la place du travail dans la société ?

Fabrice Flipo : Nous souhaitons réduire la place globale que l'économie occupe dans notre société, donc la place du travail et de la consommation. C'est pour cela que nous sommes pour la réduction du temps de travail. Mais dans une société de consommation, moins de temps de travail veut dire plus de temps libre pour être à la merci de la propagande publicitaire et consumériste. Les citoyens sont pris en étau. Les deux mâchoires sont d'égale importance. Nous sommes pour un autre système de valeurs qui donne une plus grande place à la participation démocratique et rétablisse une parole publique authentiquement participative.

Bernard Saincy : Nous revendiquons au contraire la centralité du travail. Pas parce qu'il n'y aurait que le travail dans la vie, nous sommes également favorables à la RTT, mais parce que cette centralité fonde notre capacité à intervenir sur le système. Et nous constatons que les conditions de travail structurent les autres temps de vie, que ce sont les cotisations et impôts prélevés sur le travail qui financent les politiques publiques, que le nombre de salariés n'a jamais cessé d'augmenter sous l'effet de l'arrivée des femmes sur le marché du travail... Le travail n'a jamais été aussi central.

Cosmopolitiques : Prenons une dernière question qui fâche, le nucléaire.

Bernard Saincy : La CGT est favorable au développement de l'énergie nucléaire pour des raisons d'indépendance énergétique, de lutte contre le réchauffement climatique et de crise du pétrole. Nous ne sommes pas pour le tout-nucléaire, mais nous pensons qu'il n'y a pas de solution en dehors de celui-ci. D'ailleurs, énergies renouvelables et nucléaire ne sont pas contradictoires. Dans les années 78-82, c'est au moment où l'on a construit le plus de centrales que l'on a aussi multiplié par deux l'énergie hydraulique. On pourrait relancer les investissements en petit hydraulique. Pour le solaire, je suis plus sceptique. C'est en revanche très adapté dans les pays du Sud où le maillage électrique n'existe pas.

Fabrice Flipo : Le potentiel des énergies renouvelables est beaucoup plus important que ne le laisse entendre Bernard Saincy. 50 % de l'électricité peuvent être produits à partir de sources renouvelables en 2050. Au



Danemark, les éoliennes produisent déjà 32 % de l'électricité. L'autre enjeu est bien entendu de réduire par deux le niveau de la consommation énergétique. Si une telle baisse se produisait, tous les besoins en électricité pourraient être satisfaits par les renouvelables. Les énergies fossiles seraient alors réservées aux transports.

Bernard Saincy: Nous sommes d'accord sur la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique des biens produits, ce qui implique des investissements et donc des créations d'emplois.



